



Communiqué de presse

87/20

Montreuil, le 15 octobre 2020.

Toujours présent.e.s et mobilisé.e.s pour obtenir des moyens et des emplois !

Aujourd'hui 15 octobre 2020, lors de la journée nationale de grève et de mobilisation dans les secteurs de la Santé, du Médico-social et du Social, de nombreuses délégations des différents départements se sont déplacées à Paris et en territoire pour exprimer leur colère envers le mépris affiché à leur rencontre par le gouvernement.

Tous les champs d'activités du secteur de la Santé et de l'Action sociale étaient représentés. Soit plusieurs milliers de personnels, bien que masqués, toujours mobilisés pour des conditions de travail décentes, pour un salaire à la hauteur de leur engagement professionnel et pour une reconnaissance de la dignité au travail, tant pour eux que pour les usagers.

Depuis des années, les professionnel.le.s du secteur médico-social, du social et du handicap doivent faire face à des prises en charge de plus en plus difficiles : troubles du comportement, population vieillissante, etc... Trop souvent oubliés et invisibles, ces personnels doivent être considérés et reconnus au même titre que tous les acteurs du soin. Ils ont été les grands oubliés du Ségur, aucune augmentation salariale ne leur a été attribuée, ce qui est inadmissible et inacceptable.

Cette décision du gouvernement crée et accentue les inégalités de traitement dans la fonction publique hospitalière où, avec le même statut, certains agents ont une différence de salaire pour les mêmes métiers, sachant que 40 000 agents sont concernés. Quant à l'hôpital, depuis la pandémie de covid-19, les personnels croulent sous une activité exponentielle sans avoir les moyens humains et matériels nécessaires pour faire face. Le *lean management* imposé conduit à une intensification et à une perte du sens du travail, il empêche les agents de faire un travail de qualité - pas assez de temps pour des tâches trop nombreuses, ni assez de lien avec les usagers - et provoque des démissions massives.

Le système de santé actuel ne permet plus de répondre aux besoins de la population. Plutôt que de réouvrir des lits avec les moyens en personnel qui permettraient de gérer le surplus d'activité lié à la crise sanitaire, le gouvernement acte des mesures qui asservissent la population (couvre-feu à 21h00, restriction des loisirs, asphyxie de la vie sociale...).

Cette journée lance la campagne fédérale « **Embauchez, formez, on est épuisé.e.s !** » sur tout le territoire afin de porter nos exigences en termes d'effectifs et de formation auprès des élu.e.s et des ARS.